



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.312/4
du 18 mai 2016

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à l'Accord entre le
Royaume de Belgique et
Bioversity International, signé
à Bruxelles le
3 décembre 2012, modifiant
l'accord de siège entre le
Royaume de Belgique et
l'International Plant Genetic
Resources Institute, signé à
Bruxelles le 15 octobre 2003'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.312/4
van 18 mei 2016

over

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met het
Akkoord tussen het Koninkrijk
België en Bioversity
International, ondertekend te
Brussel op 3 december 2012,
tot wijziging van het
zetelakkoord tussen het
Koninkrijk België en het
International Plant Genetics
Resources Institute,
ondertekend te Brussel op
15 oktober 2003'

Le 20 avril 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, signé à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 mai 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mai 2016.

*

Op 20 april 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het Akkoord tussen het Koninkrijk België en Bioversity International, ondertekend te Brussel op 3 december 2012, tot wijziging van het zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het International Plant Genetics Resources Institute, ondertekend te Brussel op 15 oktober 2003'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 mei 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 mei 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale,' entré en vigueur le 10 juin 2014, dispose comme suit :

« Art. 3. Chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il ou elle veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, et de l'intégration de la dimension du genre dans tous les nouveaux plans de gestion, dans tous les nouveaux contrats de gestion ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services publics bruxellois et des organismes d'intérêt public bruxellois qui relèvent de sa compétence. À cette fin, il ou elle approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques ;

2° pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut régler le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit 'test gender',

3° il ou elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre ».

Le 24 avril 2014, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', lequel est entré en vigueur le 10 juin 2014.

L'article 13 de cet arrêté dispose comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', tel que défini à l'article 3, § 2 de l'ordonnance, est annexé au présent arrêté. Le 'test genre' est complété par les personnes qui rédigent une nouvelle réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée.

§ 2. Le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres.

§ 3. Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet.

§ 4. Le Ministre compétent veille à ce que le 'test genre' soit complété.

§ 5. En l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos du texte en projet, que ce soit avant ou après la délibération du Gouvernement relative à celui-ci, qui s'est tenue le 15 avril 2016.

Certes, au point C de son annexe qui fixe le modèle du « test genre », l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 précité exempte notamment du « test genre » « la réglementation d'approbation d'accords et de traités internationaux ». Toutefois, il n'en demeure pas moins que, même dans un cas d'exemption, le « test genre » doit être complété à tout le moins jusqu'à son point C.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

1. En ce qui concerne un traité, il y a lieu de mentionner dans l'ordre suivant son appellation spécifique suivie de son intitulé et des mots « fait à ... (lieu), le ... (date) » ou « adopté à ... (lieu), le ... (date) » selon la formule utilisée dans le texte du traité ¹.

À l'article 2, les mots « fait à Bruxelles le 3 décembre 2012 » seront donc déplacés avant la formule d'assentiment, ainsi que dans l'intitulé de l'avant-projet.

2. Dès lors qu'aucune version du traité auquel il est donné assentiment n'est jointe au dossier déposé au Conseil d'État, il est rappelé à l'auteur du projet qu'il devra veiller à déposer au Parlement les versions linguistiques authentiques du traité en langues néerlandaise et française ²⁻³.

*

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 73.1.

² *Ibid.*, recommandation n° 209.

³ Voir *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-1142/001. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, pp. 14 et s.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat in werking is getreden op 10 juni 2014, luidt als volgt:

“Art. 3 Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in alle nieuwe beheersplannen, in alle nieuwe beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Brusselse overheidsdiensten en de Brusselse instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen. Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het model-evaluatieverslag van de impact, ‘gendertest’ genaamd regelen;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie”.

Op 24 april 2014 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ uitgevaardigd, dat op 10 juni 2014 in werking is getreden.

Artikel 13 van dat besluit luidt als volgt:

“Art. 13. § 1. Het evaluatierapport over de impact op vrouwen en mannen, de ‘gendertest’, zoals bepaald in artikel 3 § 2 van de ordonnantie wordt in bijlage van dit besluit gevoegd. De ‘gendertest’ wordt ingevuld door de personen die de nieuwe reglementering opstellen. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn of een ambtenaar van het betrokken bestuur.

§ 2. De ‘gendertest’ wordt ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad.

§ 3. Het resultaat van de test dient beschouwd te worden als een indicatieve meting van het project.

§ 4. De bevoegde Minister zorgt ervoor dat de ‘gendertest’ ingevuld wordt.

§ 5. Bij gebrek aan een ‘gendertest’ kan een ontwerp van reglementering niet als volledig worden beschouwd en kan dus geen voorwerp uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd is met betrekking tot de ontworpen regeling, noch vóór noch na de beraadslaging hierover binnen de regering, die op 15 april 2016 plaatsgehad heeft.

Weliswaar wordt in punt C van de bijlage bij het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014, waarin het model van de “gendertest” wordt vastgesteld, onder andere “[d]e wettelijke bepaling ter goedkeuring van akkoorden en internationale verdragen” vrijgesteld van de “gendertest”. Niettemin moet de “gendertest” zelfs in het geval van een vrijstelling minstens tot aan punt C ervan worden ingevuld.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat het voorgeschreven vormvereiste wordt vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

1. Een verdrag moet worden vermeld met zijn specifieke benaming, gevolgd door het opschrift en de woorden “ondertekend te ... (plaats) op ... (datum)” of “aangenomen te ... (plaats) op ... (datum)” volgens de formulering die wordt gebruikt in de tekst van het verdrag.¹

In artikel 2, alsook in het opschrift van het voorontwerp, moeten de woorden “ondertekend te Brussel op 3 december 2012” dus voor de instemmingsformule worden geplaatst.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 73.1.

2. Daar het dossier dat bij de Raad van State is ingediend geen enkele versie bevat van het Akkoord waarmee instemming wordt verleend, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat hij de authentieke Nederlandse en Franse versie van het akkoord bij het Parlement moet indienen.²⁻³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre VANDERNOOT

² *Ibid.*, aanbeveling 209.

³ Zie *Parl.St.* Kamer 2014-15, nr. 54-1142/001. Ontwerp van wet houdende instemming met het Akkoord tussen het Koninkrijk België en Bioversity International tot wijziging van het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het International Plant Genetic Resources Institute, ondertekend te Brussel op 15 oktober 2003, gedaan te Brussel op 3 december 2012, 14 e.v.